COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE DES NATIONS UNIES

Fiche de poste

1. Informations générales

Titre: Expert(e) associé(e) en affaires environnementales/
hydrogéologue
Durée: 1 an (avec possibilité de prolongation pour une autre année)
Date requise: Septembre 2023
Lieu d'affectation: Genève, Suisse

2. Supervision

Supervision directe par: Mme Sonja Koepfel
Titre de la superviseuse: Secrétaire de la Convention sur l'eau - Division de l'environnement

Méthodologie de supervision : L'expert(e) associé(e) suivra le système d'évaluation de l'ONU dans lequel les objectifs ainsi que les activités à mettre en œuvre sont définis sur une base annuelle. À la fin de l'année, la performance de l'expert(e) sera évaluée vis-à-vis des objectifs fixés.

L'expert(e) participera aux réunions bimensuelles de l'équipe dans lesquelles les objectifs sont fixés à court et moyen termes et le travail réalisé est présenté et évalué. Des commentaires seront fournis directement lors des réunions quotidiennes ou hebdomadaires avec le superviseur, le cas échéant. Pendant la période d'affectation, le niveau de responsabilité et de la complexité des tâches à effectuer par l'expert sont voués à augmenter

Contexte de l'équipe : L'expert(e) associé(e) travaillera dans la Division de l'environnement, dans la Section de la coopération transfrontière et plus précisément dans l'Unité de l'eau. L'Unité de l'eau est composée du Secrétariat de la Convention sur l'eau, ainsi que du co-Secrétariat du Protocole sur l'eau et la santé, et contribue également aux processus globaux et régionaux des Nations Unies liés à l'eau, tels que le suivi des progrès de mise en œuvre de l'ODD 6 sur l'eau (indicateur 6.5.2 des ODD sur la coopération transfrontière) et la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023.

Les tâches de l'Unité de l'eau incluent donc : organisation de réunions intergouvernementales, appui légal et technique aux pays Parties à la Convention et au Protocole et à ceux en voie d'adhésion, coordination de processus intergouvernementaux, y compris pour la production de lignes directrices et compilations de savoirs, projets pilote aux niveaux national/des bassins/régional.

L'expert(e) associé(e) sera dans le secrétariat de la Convention sur l'eau, sous la supervision de la Secrétaire de la Convention de l'eau, également Co-secrétaire du Protocole sur l'eau et la santé.

L'équipe de l'Unité de l'eau comprend au total 11 chargés d'affaires en environnement, 5 chargés d'affaires associés en environnement, soutenus par 4 assistant(e)s de programme. L'équipe est

appuyée, en fonction des besoins ponctuels, de contractuels spécialisés. L'expert(e) coopérera également avec le conseiller régional pour l'environnement de la CEE-ONU et avec le coordinateur pour la CEE-ONU de l'Initiative Eau de l'UE.

3. Devoirs, responsabilités et attentes de résultats

L'expert(e) associé(e) travaillera au sein du secrétariat de la Convention sur l'eau, hébergé par la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU) à Genève. Cet instrument soutient les pays dans la gestion durable des ressources en eau et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). L'expert(e) associé(e) sera impliqué(e) dans une grande variété d'activités menées dans le cadre de la Convention.

Depuis 2016, la Convention est devenue mondiale en s'ouvrant à l'adhésion de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Il en résulte un nombre croissant de pays adhérant à la Convention, notamment plusieurs pays africains, et un intérêt croissant marqué par de nouvelles demandes d'accompagnement dans de nombreuses régions.

L'année 2022 a marqué le trentième anniversaire de l'adoption de la Convention. Durant toute cette période, la Convention a fait la preuve de son efficacité. Elle a suscité l'élaboration d'accords, la création d'organes communs et le renforcement de la coopération sur le plan tant politique que technique, au départ dans la région paneuropéenne et, plus récemment, dans d'autres régions, notamment en Afrique. Elle a aussi renforcé la gouvernance nationale de l'eau et l'intégration régionale.

Les tâches de l'expert(e) associé(e) auront pour objectif de contribuer à la mise en œuvre des activités menées par l'Unité de l'eau, comprenant des activités techniques et politiques, ainsi que les projets de mise en œuvre, principalement celles menées dans le cadre du programme de travail de la Convention sur l'eau.

Le travail du secrétariat est guidé par les programmes de travail adoptés dans le cadre de la Convention. La neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention a adopté en septembre 2021 le programme de travail pour la Convention pour la période de 2022 à 2024.

Le **programme de travail de la Convention sur l'eau pour 2022-2024** est caractérisé par deux objectifs majeurs : soutenir les efforts des pays dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Agenda 2030) et promouvoir une application globale de la Convention. Les activités se distinguent par leur approche intersectorielle et leur portée globale.

Ces tâches consisteront, entre autres, à :

- Organiser et faciliter des réunions: préparer l'ordre du jour, les versions préliminaires de documents officiels et les rapports, aider le président de séance dans le déroulement de la réunion et être au courant de tous les aspects logistiques et organisationnels liés à l'organisation des réunions
- Concevoir et gérer des projets sur le terrain, en particulier ceux liés au renforcement des capacités sur les questions d'eau transfrontières

- Elaborer des publications, des communiqués de presse, des bulletins d'information et autres articles pour les médias
- Elaborer des propositions de projets, y compris les aspects budgétaires ; prendre des dispositions pour l'utilisation appropriée des fonds ; préparer des rapports pour les bailleurs de fonds sur les aspects substantiels et financiers des projets
- Évaluer et revoir les politiques et stratégies nationales, élaborer les versions préliminaires de documents de politique et élaborer des recommandations pour l'action future ;
- Coordonner les interactions entre les activités en vertu de la Convention sur l'eau, les organisations et les mécanismes du système de l'ONU, y compris l'ONU-Eau, avec d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales pertinentes, et les organisations compétentes du secteur privé ; échanger des informations avec ces organisations et leurs experts ;
- Représenter le secrétariat lors de réunions internationales dans son domaine de compétence.

Les tâches spécifiques sur lesquelles l'expert(e) associé(e) sera appelé(e) à travailler sont détaillées ci-dessous, pour les différents domaines d'activités du programme de travail (les priorités exactes seront définies ensemble avec l'expert(e)) :

- ***Appui à la surveillance, à l'évaluation et à l'échange d'informations dans les bassins transfrontières***

Les activités dans ce domaine visent à aider les pays à mettre en place ou à développer la surveillance et l'évaluation conjointes ou coordonnées des eaux transfrontalières de surface et souterraines, couvrant à la fois les aspects quantitatifs et qualitatifs de l'eau, et améliorer l'échange d'informations entre les pays riverains.

L'expert(e) associé(e) contribuera à :

1. fournir une assistance adaptée et un appui à la mise en place d'une surveillance conjointe ou concertée ou de l'échange d'informations et de données aux Parties et autres pays en ayant fait la demande, y compris via l'application des directives stratégiques et techniques en matière de surveillance et d'évaluation dans les bassins transfrontières élaborées dans le cadre de la Convention, tel qu'engagée dans le Bassin Aquifère Sénégal-Mauritanien ;
2. organiser les réunions du Groupe de Travail sur le Suivi et l'Évaluation.

- ***Sensibilisation et adhésion à la Convention, et application des principes de la Convention fondée sur les effets positifs de la coopération***

Les activités dans ce domaine visent à favoriser l'application des principes de la Convention sur l'eau et l'amélioration de la coopération en matière de gestion des eaux transfrontières en : contribuant à l'instauration d'un climat de confiance et à des dialogues transfrontières sur la gestion des eaux transfrontières ; soutenant les processus de négociations concernant les eaux transfrontières par l'intermédiaire de la Convention et de ses outils ; aidant les pays à élaborer ou à réviser les accords ou dispositifs relatifs aux bassins transfrontières.

L'expert(e) associé(e) contribuera à :

1. renforcer les capacités des principaux acteurs participant à la coopération en matière d'eaux transfrontières pour leur faire acquérir les connaissances et compétences

nécessaires pour promouvoir et appliquer la Convention, y compris pour la gestion des aquifères transfrontaliers ;

2. appuyer l'élaboration d'accords et la création d'institutions ou le renforcement des institutions existantes, l'élaboration ou la mise en œuvre – quand ils existent – de programmes d'action stratégique, en vue de tirer parti des avantages de la coopération transfrontière, en particulier dans plusieurs bassins transfrontaliers africains en ayant fait la demande (par exemple Comoé-Bia-Tanoé, Niger, Mono,).

- ***Promotion d'une approche intégrée et intersectorielle de la gestion des ressources en eau à tous les niveaux***

Les activités dans ce domaine visent à : appuyer l'élaboration de stratégies de gestion des bassins transfrontières, d'objectifs ou de plans communs (ou d'éléments de ces plans) conformément à la Convention et aux principes de la gestion intégrée des ressources en eau ; appuyer la gestion conjointe des eaux de surface et des eaux souterraines; renforcer les capacités d'élaboration de dispositifs transfrontières équitables et durables en matière d'allocation des ressources en eau dans les bassins et aquifères transfrontières ; renforcer la gouvernance de l'eau et l'application de la gestion intégrée des ressources en eau aux niveaux national et transfrontalier, en particulier la coopération intersectorielle.

L'expert(e) associé(e) contribuera à :

1. organiser un atelier mondial sur la gestion combinée des eaux de surface et des nappes phréatiques ;
2. apporter une expertise pour l'organisation d'ateliers de renforcement de capacités sur les options en matière de traitement et de conciliation des demandes en eau sectorielles grâce à une approche intégrée de l'allocation des ressources en eau dans un contexte transfrontière, particulièrement avec un focus sur les bassins aquifères transfrontaliers ;
3. appuyer l'amélioration des cadres juridiques, réglementaires, administratifs, techniques et économiques en matière de gestion de l'eau et de coopération transfrontière, en particulier pour les aquifères transfrontaliers.

- ***Établissement de rapports sur l'indicateur 6.5.2 des objectifs de développement durable et au titre de la Convention***

Les activités dans ce domaine visent à : renforcer les capacités nécessaires à l'établissement des rapports, améliorer leur qualité et leur couverture et aider les pays à coordonner les données au niveau des bassins ; suivre les progrès accomplis en matière de coopération sur le plan mondial dans le domaine des eaux transfrontières et de mise en œuvre de la Convention, et contribuer au suivi et à l'examen de la cible 6.5 des objectifs de développement durable ainsi que de l'indicateur 6.5.2 ; faciliter et diffuser l'analyse et l'évaluation des lacunes en s'appuyant sur les rapports afin de maximiser l'impact des rapports et accélérer la réalisation de l'objectif.

L'expert(e) associé(e) contribuera à :

1. renforcer la capacité des pays à établir des rapports au moyen de séances de formation et d'échanges d'expériences (avec un focus spécifique sur les aquifères transfrontaliers) ;
2. promouvoir l'analyse des rapports et aider les pays à concevoir des feuilles de route et à s'engager à prendre des mesures concrètes susceptibles d'accélérer la réalisation de la

cible 6.5.2, en particulier concernant la connaissance et la coopération pour la gestion des aquifères partagés.

- L'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers

Ce domaine d'activité continue d'attirer l'attention sur l'importance de la coopération dans l'adaptation au changement climatique et démontre comment cela peut être fait dans la pratique dans les bassins transfrontaliers. Un réseau mondial de bassins permet l'échange d'expériences entre les bassins travaillant sur le changement climatique et l'adaptation ; plusieurs projets pilotes travaillent sur le développement et la mise en œuvre de stratégies d'adaptation transfrontières. Le travail dans ce domaine est réalisée en partenariat avec, entre autres, le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB).

L'expert(e) associé(e) sera également amené(e) à appuyer la mise en œuvre du **programme de travail du Protocole sur l'eau et la santé pour 2023-2025** en soutenant notamment les domaines de travail portant sur :

- la gestion sûre et efficace des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ;
- l'amélioration de la résilience des secteurs de l'eau, de l'assainissement et d'hygiène face aux changements climatiques. Les activités dans ces domaines visent à assurer une gestion sûre et climato-résiliente des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement en renforçant les capacités nationales relatives au développement des méthodes de gestion fondées sur l'évaluation des risques et au renforcement de la résilience et de la préparation aux catastrophes liées à l'eau, aux phénomènes extrêmes et aux autres effets des changements climatiques.

L'expert(e) associé(e) contribuera à :

- appuyer des actions de sensibilisation, la collecte de données, l'établissement d'orientations et le renforcement des capacités sur les problématiques de ces domaines de travail ;
- organiser des ateliers régionaux visant à faire mieux connaître les défis émergents sur ces questions.

L'expert(e) ainsi contribuera au **suivi des résultats de la conférence des Nations Unies sur l'eau de mars 2023**, notamment concernant la Convention sur l'eau et son Protocole sur l'eau et la santé, ainsi que la Coalition sur la coopération transfrontalière.

Il est prévu que l'expert(e) associé(e) coopère étroitement avec les partenaires de la Convention sur l'eau et du Protocole sur l'eau et la santé, toutes les activités ci-dessus étant réalisées en partenariat avec plus de 30 partenaires, organisations du système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, secteur privé.

4. Qualifications et expérience

Formation: Diplôme universitaire dans un domaine lié à la gestion de l'eau ou à l'environnement et/ou l'hydrogéologie

Expérience professionnelle: Expérience de travail liée à la gestion de l'eau, la gestion de projet ou la gestion environnementale nécessaire. Une expérience liée à la

	coopération transfrontalière sur l'eau et/ou dans une organisation internationale ou aux Nations Unies serait un atout.
Langues:	Excellente maîtrise écrite et orale du français et de l'anglais nécessaire. Maîtrise d'une autre langue de l'ONU (russe, arabe ou espagnol) serait un atout.
Autres compétences:	Maîtrise en informatique (Pack Office, messagerie) nécessaire. Compétences html pour concevoir des pages Web serait un atout.
Compétences de l'ONU:	COMMUNICATION: efficacement par écrit, oral et pour des présentations ; capacité à présenter des informations d'une manière concise et précise ; aptitude à rédiger des rapports; ESPRIT D'EQUIPE: Bonnes aptitudes interpersonnelles. Capacité à développer et maintenir des relations de travail efficaces avec ses collègues et homologues, ainsi que pour travailler en équipe intersectorielle. PLANIFICATION ET ORGANISATION: Capacité à planifier et organiser son propre travail; capacité à travailler avec des délais serrés et à gérer plusieurs activités simultanées.

5. Éléments d'apprentissage

Dans le cadre de son travail, l'expert(e) associé(e) acquerra une connaissance et une expérience remarquables des aspects techniques et politiques liés à la gestion des eaux transfrontalières. Le large éventail d'activités dans lesquelles il/elle sera impliqué(e) - des études analytiques aux projets de mise en œuvre pratique - renforcera et élargira sa formation académique et professionnelle antérieure. En outre, il/elle acquerra des compétences spécifiques de négociation liées au travail intergouvernemental et inter-organisationnel. En travaillant dans une organisation internationale, il/elle bénéficiera également d'autres avantages spécifiques, tels que travailler dans un environnement international, apprendre à connaître le système des Nations unies, développer des contacts personnels avec des collègues des gouvernements nationaux et des organisations internationales, etc. Tout cela lui donnera un profil intéressant et constituera des atouts précieux et non communs dans sa future vie professionnelle.

6. Informations de contexte

La Convention sur l'eau offre un cadre global juridique et intergouvernemental unique pour la promotion de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières, de la gestion durable des ressources en eau partagées, de la stabilité et de la paix.

La Convention oblige les Parties à établir des institutions conjointes dans le cadre desquelles les pays riverains se mettent d'accord sur une utilisation raisonnable et équitable des ressources et sur des approches efficaces pour l'attribution et le partage des eaux, générant ainsi des avantages qui dépassent de loin ceux qui pourraient être générés par une tentative de maximisation des intérêts nationaux sans coordination. De plus, en favorisant la coopération transfrontalière, la Convention est un outil efficace pour la prévention des conflits et des crises. La Convention soutient ainsi toutes les dimensions du développement durable, et les conditions de la paix et la sécurité.

Le succès de la Convention de l'eau au niveau régional et son caractère unique en droit international ont convaincu ses Parties de l'ouvrir à l'adhésion à tous les États membres de l'ONU par un amendement, fournissant ainsi un cadre mondial pour la coopération transfrontalière de l'eau. Depuis 2016, tous les pays membres des Nations Unies peuvent désormais adhérer à la Convention. Le Tchad et le Sénégal ont adhéré en 2018, suivi par le Ghana, Guinée-Bissau et Togo en 2020-2021 et le Cameroun en 2022. Plus de 15 pays sont à un stade avancé du processus d'adhésion, incluant entre autres la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Burkina Faso, la République du Congo, le Niger, la Tanzanie, l'Ouganda, la Namibie, la Zambie, ou encore l'Irak.

L'application et la mise en œuvre de la Convention sur l'eau au niveau mondial sont considérées comme une priorité stratégique par les Parties en vue de promouvoir la coopération transfrontalière dans le monde entier. Cette mondialisation est nécessaire, d'autant que le débat sur les questions transfrontières au niveau mondial est déficient. Plus de 130 pays sont déjà impliqués dans les activités de la Convention, plusieurs pays africains ont adhéré à la Convention et de nombreux autres ont exprimé leur intérêt à adhérer à la Convention et ont demandé un appui. Pour répondre à ces intérêts et demandes, le programme de travail de la Convention comprend de nombreuses activités visant à sensibiliser et renforcer les capacités sur la Convention, mais aussi à apporter un appui technique aux pays et bassins transfrontaliers pour la mise en œuvre de la Convention, sur des thèmes tels que la gestion des aquifères partagés, le suivi et l'évaluation des ressources en eux dans les bassins transfrontaliers....

La France est un membre actif de la Convention sur l'eau depuis 1998 et est Partie à la Convention sur les cours d'eau depuis 2011. La France est co-cheffe de file du domaine d'activité sur Renforcement des capacités de mise en œuvre de la Convention et appui aux processus nationaux en vue de l'adhésion. La France est également un membre actif du Bureau de la Convention.

Le poste est situé à Genève, un lieu d'affectation parfaitement adapté aux familles, qui offre une large variété d'attractions : une scène sociale et culturelle animée, d'abondantes possibilités pour les sports d'extérieur (ski, randonnée, voile, etc).

La ville est sûre et toutes les infrastructures locales sont bien organisées, en particulier les transports locaux et les liaisons ferroviaires et aériennes internationales. Il y a une grande communauté internationale et il est facile d'établir des liens sociaux.